



UNITÉ POUR L'ABROGATION DE LA LOI ORE-VIDAL ET LE RETRAIT DE PARCOURSUP

La mobilisation contre la loi ORE (Orientation et Réussite des étudiants) continue. Nous vous invitons à participer à une assemblée générale le jeudi 26 avril Esplanade Erasme pour discuter des moyens de résistance. Nous rappelons ici les raisons de notre mobilisation.

Dans le contexte d'une montée de la résistance aux mesures imposées par le gouvernement et d'une convergence des luttes qui se dessine dans de nombreux secteurs afin de préserver les services publics, il est plus que jamais nécessaire d'amplifier les mobilisations dans notre université contre la réforme du baccalauréat et la loi Vidal, dite loi pour l'« orientation et la réussite des étudiants » (ORE). Adoptée le jeudi 15 février par le Sénat et l'Assemblée nationale, cette loi mal nommée restreint et contraint l'orientation des bachelier.e.s. De plus, le gouvernement veut individualiser les licences et les rendre "personnalisables" ce qui aura comme conséquence probable la disparition du droit à la compensation et aux rattrapages. En quoi ces décisions et projets vont-ils garantir la réussite des étudiants, comme le prétend la Ministre Vidal ? Alors qu'il faudrait 2 milliards d'euros supplémentaires par an pour assurer les besoins de l'enseignement supérieur, les moyens promis pour la mise en place de la loi ORE (1 milliard sur 5 ans) sont très insuffisants. Ils ne permettront pas de revenir sur les baisses d'heures d'enseignements enregistrées ces dernières années, avec les conséquences que l'on sait : diminution des contenus en cours magistraux, explosion des effectifs de groupes de TD. Les capacités d'accueil fixées par les recteurs devront prendre en compte les perspectives d'insertion professionnelle des filières, alors même que personne n'est en mesure de prévoir les emplois qui seront disponibles à l'avenir. La logique de classements découlant de ces lois impactera aussi les étudiants actuels en dévalorisant certains diplômes par rapport à d'autres. Cependant, rappelons que les missions de l'université ne se bornent pas à former des étudiant.e.s « prêt.e.s à l'emploi » dans une branche donnée, mais consistent avant tout à développer des compétences transversales, l'esprit critique, la démarche scientifique, ainsi qu'à conserver, développer et remettre en question les connaissances qui fondent notre culture et notre démocratie.

Alors que les évolutions démographiques vont mécaniquement accroître les effectifs étudiants dans les prochaines années, le manque de places dans les établissements et les vœux non hiérarchisés des lycéen.ne.s sur la plateforme Parcoursup vont mécaniquement entraîner des dépassements de capacité d'accueil pour un grand nombre de formations de premier cycle, les rendant de fait sélectives. Les choix budgétaires du gouvernement en matière de recherche révèlent les priorités données aux intérêts patronaux et à certaines recherches jugées stratégiques dans la compétition économique mondiale, abandonnant des pans entiers de nos formations et de nos citoyens. Ne pas offrir un nombre de places suffisant a pour seul objectif de contraindre les flux à l'entrée des formations supérieures, de forcer l'affectation par les recteurs des lycéen.ne.s jugés les moins « méritant.e.s » dans les places vacantes, et d'écarter les bachelier.e.s qui ne seront pas suffisamment conformes aux attendus des formations universitaires. Partout en France, de nombreux départements et UFR ont d'ores et déjà décidé de ne pas appliquer cette réforme et ont annoncé leur refus de constituer les commissions de sélection. De nombreuses motions ont été adoptées démocratiquement en ce sens, et des explications données.

Nous, enseignant.e.s, chercheur.euse.s et personnels mobilisés à l'uB et dans les lycées de l'académie de Dijon, appelons les personnels à participer à ces actions de résistance légitime, ainsi qu'aux mouvements de grève auxquels nos organisations appelleront dans les prochaines semaines. Face aux solutions individualistes et concurrentielles encouragées par la politique du gouvernement, où chacun espère sauver ses formations et contourner le système, nous appelons à une union réelle de toutes celles et ceux qui refusent cette évolution mortifère qui prolonge les réformes successives de l'université menées depuis une quinzaine d'années.

Nous militons pour le retrait de cette loi discriminante, pour la poursuite de la démocratisation de l'enseignement supérieur et pour l'émancipation et la réussite de toutes et tous. Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui, grâce à l'accès en licence sans condition autre que le baccalauréat se sont épanoui.e.s dans leurs études supérieures et ont trouvé leur voie dans la société. **Au lieu de cela, la loi favorise l'ouverture de nombreuses officines privées qui font payer aux familles le prix de leur conseil pour l'orientation** (voir par exemple : <https://www.tonavenir.net/se-faire-aider-inscriptions-post-bac/>), aggravant encore un peu plus les inégalités. Cet ensemble de mesures apparemment techniques vise au final à restreindre l'accès à l'université en institutionnalisant la sélection à l'entrée via des logiciels informatiques opaques et des procédures que chacun s'accorde à reconnaître comme inefficace et injustes. **L'argument phare du gouvernement pour promouvoir cette réforme étant l'injustice du tirage au sort sur l'ancienne plateforme APB (qui a recalé 2465 étudiant.e.s l'an dernier, soit 0,45 % des admis.e.s), chacun appréciera la nécessité, l'utilité et l'efficacité de cette réforme.**

Nous nous opposons aux logiques destructrices qui sapent encore un peu plus les valeurs sur lesquelles repose le système éducatif.

Les organisations syndicales signataires de cet appel invitent tous les étudiants, les personnels, les enseignants et chercheurs à se réunir le jeudi 26 avril pour s'informer sur la situation, organiser une riposte unitaire et accentuer une mobilisation légitime et même indispensable pour préserver le service public de l'éducation. Nous réitérons notre demande **d'abrogation de la loi ORE et le retrait de la plate-forme Parcoursup ainsi que les moyens nécessaires à l'accueil de tous les étudiants dans de bonnes conditions.**

Afin de décider des suites locales à donner au mouvement de défense de l'Université publique, nous appelons à une

**Assemblée générale unitaire
Esplanade Erasme à 12 h
le jeudi 26 avril.**